



Bruxelles-Europe

Diversité linguistique

« On ne peut bien défendre sa langue qu'en parlant celle des autres »

Retrouvez toutes nos infolettres sur le site www.langue-francaise.org

Infolettre N° 9

Bruxelles, 12 juin 2007

Chers amis,

dans cette lettre vous trouverez l'Europe encore, les langues toujours et les Chinois face aux langues de l'Europe.

I Un événement phare au Parlement européen,



« Regards croisés - 50 ans, le temps du regard des autres »

Le 5 mai dernier, la Délégation de la Communauté française de Belgique auprès de l'Union européenne organisait au Parlement européen, sous les auspices du Commissariat général aux relations internationales (C.G.R.I.) et en partenariat avec plusieurs instances officielles et associations nationales ou européennes ainsi qu'avec l'Organisation internationale de la francophonie, une rencontre-débat sur la citoyenneté européenne. Cette manifestation s'inscrivait dans le cadre des actions de valorisation du français auprès des institutions et milieux européens à Bruxelles. Comme tous les ans, les institutions européennes ouvraient leurs portes aux citoyens le samedi le plus proche de la



date anniversaire de la déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950. De plus, l'on célèbre cette année le cinquantième anniversaire de la signature des traités de Rome. Double commémoration mise à profit par la Délégation pour permettre à des personnalités venues des quatre coins du monde, écrivains, intellectuels,



diplomates, francophones ou francophiles, de poser leur regard sur l'Europe et par là même de sensibiliser les citoyens en les invitant au débat. Les interventions de Louise NGANDU, Présidente honoraire de l'Union des femmes africaines, Jorge CICERO, Ministre de la Mission du Mexique auprès de l'UE, Ali KHEDHER, historien de l'art (Irak), Bi XIAOSHENG, journaliste (Chine), Aleksandr TOPTCHIAN, écrivain (Arménie), Abdelaziz KACEM, écrivain, poète (Tunisie), Heriberto LOPEZ, écrivain, critique d'art (Colombie), Zvonimir FRKA-

PETESIC, diplomate à la Mission de Croatie auprès de l'UE, suivies d'un débat avec le public, modéré par Alain FOIX, écrivain, philosophe et journaliste (France), auront surtout montré deux choses. D'abord, vue de Chine, des Amériques, d'Afrique ou d'ailleurs, l'Union européenne est devenue un espace de référence, qui a réussi à faire vivre en paix et dans un État de droit des nations autrefois ennemies ou adversaires. Cette perception partagée n'exclut pas les critiques à l'égard d'une construction politique, humaine et perfectible. L'on songe à cet adage africain : « On ne jette de pierres que sur l'arbre qui porte des fruits » . . . Encore que l'Europe doive mettre ses actions et ses politiques mieux en phase avec ses valeurs et ses objectifs de cohésion sociale, de culture, d'identité et de citoyenneté, à l'intérieur de ses frontières, et de solidarité avec ceux qui, à

l'extérieur, sont exclus de la prospérité, privés de la démocratie ou victimes de l'intolérance. Enfin, ces débats nourris par les « regards croisés » de l'Europe et du monde ont montré, une fois de plus, que le français reste, dans ces institutions européennes qui pratiquent aujourd'hui vingt-trois



langues officielles, un outil indispensable et une merveilleuse langue de communication internationale. DLF Bruxelles-Europe félicite Anne LANGE, Déléguée de la Communauté

française de Belgique auprès de l'UE, pour la réussite de cette manifestation.

II L'Union européenne et ses langues



Le 10 mai, le Commissaire au multilinguisme Léonard ORBAN s'exprimait sur sa mission à la Fondation universitaire, 11 rue d'Egmont - 1000 Bruxelles.

Les points que nous avons retenus :

M. Orban a rappelé tout d'abord qu'il est le premier Commissaire chargé de ce portefeuille exclusivement consacré au multilinguisme. Ses prédécesseurs conjuguèrent cette compétence avec d'autres et il en a souligné l'importance

Dès la signature du traité de Rome, un principe essentiel fut reconnu : toutes les langues de la Communauté sont sur un pied d'égalité. Tout d'abord le multilinguisme est un problème institutionnel intrinsèque : au sein des institutions, le nombre de langues (aujourd'hui 23) pose un réel problème de communication. On ne dispose pas de ressources humaines ou financières suffisantes pour avoir le nombre de traducteurs et d'interprètes requis. Les problèmes linguistiques au sein des institutions sont donc un reflet de la problématique européenne. Par ailleurs, le multilinguisme est lié au problème de l'identité nationale, mais aussi régionale. Ainsi le nombre réduit des langues de communication utilisées

porte-t-il atteinte à l'identité nationale des États membres. Léonard ORBAN souligne que là se trouve le contenu politique principal de son portefeuille. Il y a donc un lien évident entre cette problématique et la promotion de l'étude des langues. Le multilinguisme est, par ailleurs, essentiel à la compétitivité économique en Europe. L'absence de diversité linguistique peut entraîner des pertes de parts de marché pour les entreprises ne maîtrisant qu'une ou deux langues. Le multilinguisme est aussi un enjeu dans le domaine social : il favorise la mobilité, permet de trouver des emplois dans d'autres pays. Le multilinguisme est un outil d'intégration pour les immigrants. L'intégration sera facilitée par la connaissance de la langue du pays d'accueil. Il faudra donc encourager les immigrants à s'intégrer par le biais de la langue du pays choisi. Enfin, le multilinguisme est essentiel pour le dialogue interculturel.

La liste des priorités pour les stratégies de 2008

- Susciter un dialogue interculturel approfondi. Pour ce faire, un comité d'experts de haut niveau a été créé (dit : Comité des Sages)
- Trouver des réponses aux problèmes linguistiques institutionnels, de plus en plus complexes. Trouver un régime linguistique viable.- Promouvoir l'étude des langues

- Mettre valeur les institutions culturelles favorisant la politique du multilinguisme (Institut Cervantes, British Council, Goethe Institut, Alliance française, etc.)
- Faire des propositions concrètes pour les points clés de la politique culturelle de l'Union.

Questions des participants

La première question posée à Léonard ORBAN fut sur son choix de s'exprimer en anglais. Il répondit qu'on l'avait invité à faire cette conférence en anglais pour être compris d'un public international. Ensuite les questions furent posées en anglais et en français. Les réponses furent données dans les deux langues. Nous avons abordé la question de l'étude des langues, en particulier l'avantage de la méthode de l'intercompréhension qui insiste sur la connaissance passive d'une langue, plus facile à maîtriser qu'une connaissance active. Celle aussi du doublage des films qui constitue un frein à l'apprentissage des langues par le cinéma (avantage du sous-titrage). Nous avons ensuite attiré son attention sur les décisions nationales préjudiciables à l'interculturalité comme la fermeture des bibliothèques dans les *Goethe Institut*. On peut y voir une politique de « régression » culturelle qui va justement à l'encontre de la politique d'ouverture

interculturelle et de connaissance réciproque des diversités.

La réponse du Commissaire ORBAN fut qu'il n'était pas en son pouvoir d'intervenir dans la politique des États membres en la matière. A notre question concernant les sites Internet de la Commission européenne, bien souvent en langue unique, l'anglais, il a répondu qu'à l'heure actuelle, elle n'avait ni les moyens financiers ni les moyens en personnels pour tout traduire en 23 langues et qu'il n'était pas concevable de privilégier certaines langues au détriment des autres, fussent-elle les langues de procédure que sont, hormis l'anglais, le français, et l'allemand. Un participant a souligné, non sans une pointe de malice, qu'au train où vont les choses, les citoyens européens devront devenir, dans un premier temps bilingues anglais + leur langue nationale et, dans un deuxième temps, ne verront plus l'intérêt de parler leur langue, puisque tout le monde parlera l'anglais.

Pour poursuivre ce dialogue avec M. ORBAN, lire l'entretien publié le 7 juin sur site Internet de Euractiv <http://www.euractiv.com/fr/culture/orban-multilinguisme-permet-construire-chose-nouveau/article-164360>

III Les fonctionnaires de la Commission européenne saisissent M. ORBAN

Le 31 mai ; le Comité local du personnel de la Commission européenne a envoyé une lettre au Commissaire ORBAN pour exprimer l'indignation de très nombreux fonctionnaires devant les posters des 50 ans d'Europe « Together » rédigés uniquement en langue anglaise. Ils « ne comprennent pas que pour fêter les 50 ans de l'Union européenne on ne reprenne même pas une des langues d'un des pays fondateurs de notre Union ...

Le multilinguisme doit être un axe important de la communication de la Commission L'Europe ne se construira pas sans les peuples qui la composent. L'adhésion des populations de l'Union à la construction européenne est soumise à la compréhension du message par l'utilisation de la langue maternelle ». Comme on le voit les attentes concernant le respect du plurilinguisme sont fortes à l'intérieur comme à l'extérieur des institutions européennes.

IV Les Chinois et les langues européennes : Nous remercions Claire-Lise DAUTRY d'avoir rédigé l'intervention prononcée au cours de notre dîner du 30 novembre 2006



En préambule, je voudrais dire que je ne suis en aucun cas « spécialiste » de la Chine, catégorie bien difficile à définir, ni des langues européennes, et que mettre à plat cette intervention prévue au préalable à l'oral a mis en évidence la faiblesse des sources vérifiées et datées.

Ces lignes ne peuvent donc prétendre à un travail de recherche universitaire, mais tendent simplement à partager une certaine vision, inscrite dans le temps et l'espace, sur l'appétit des jeunes Chinois des villes, pétris par une morale confucéenne qui perdure, qui sont littéralement « aspirés » par une modernité pour les langues

européennes en général et le français en particulier.

Cette vision est shanghaienne, ville singulière à plus d'un titre, dans le paysage chinois, et si j'ai eu la chance de travailler pendant cinq ans en totale synergie avec le Consulat général de France sur des projets de coopération éducative, je ne peux présenter qu'une expérience relativement étroite, celle de l'Alliance française de Shanghai, que j'ai dirigée de 2000 à 2006.

Quelques équivalences de termes. Parler de langues européennes est une première contradiction : en effet, la quasi-totalité des étudiants, jeunes cadres, professionnels bien formés en partance pour la France ou un pays francophone, « cols blancs » qui forment le gros

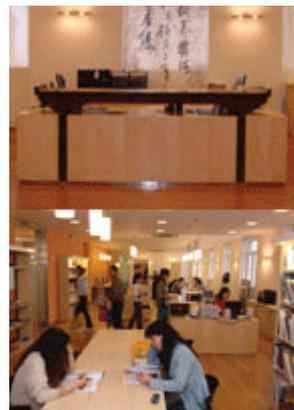
du public de l'Alliance française de Shanghai (soit près de 6000 apprenants en 2006) sont de bons anglophones. Ces citoyens instruits, majoritairement enfants uniques, portés par l'investissement affectif et financier de toute leur famille, riches au regard d'une société chinoise de plus en plus inégalitaire, représentent 20% de leur classe d'âge et possèdent de fait un réel capital social et culturel, même si cette terminologie occidentale est à prendre avec prudence. Ils parlent un anglais de communication qui va d'acceptable à très bon (l'anglais, obligatoire dans les textes dès la fin du primaire, est une matière obligatoire du très sélectif concours d'entrée à l'université). Ils surfent sur Internet, consomment films, musiques, modes de vie anglo-saxons avec une distance critique très variable... (Je n'aborde pas ici la question de l'offre éducative dans les campagnes, ni celle des enfants de migrants - ouvriers ou plus souvent paysans venus de l'intérieur vers les villes côtières, dont les enfants, en situation irrégulière, peuvent très difficilement être scolarisés-, tant il est évident que ces populations souffrent d'un déficit important en termes d'accès à l'éducation).

L'appétit pour les langues de cette génération de citoyens me semble être prioritairement une volonté d'ouverture sur le monde, qui passe aussi (mais il s'agit là d'une hypothèse optimiste) par la recherche de modalités d'apprentissage différentes. En effet, si les réformes politiques ont progressivement permis de choisir ses études (en 1977, Deng Xiaoping rétablit le concours d'entrée à l'université, après les dix années d'interruption liées à la Révolution culturelle, de 1966 à 1976), les presque 10 millions d'étudiants du supérieur identifiés en 2006 ont suivi des formations scientifiques, littéraires ou techniques traversées de contradictions fortes, incluant par exemple l'étude du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Zedong, dans lesquelles l'apprentissage par cœur reste privilégié, où les évaluations s'appuient sur des compilations d'informations et non des recherches personnelles, et où les compétences communicatives sont peu valorisées en tant que telles.

Place du français à Shanghai

Dans ce cadre, pourquoi choisir d'étudier le français dans une institution non certifiante telle que l'Alliance française de Shanghai ?

On peut identifier deux types de publics. Le premier (52 % des inscrits en 2001, mais moins de 40 % en 2006, alors que les chiffres bruts passent de 2000 à 6000 inscrits) rassemble les « vrais » étudiants en partance vers la France, avec un projet relativement construit. Il peut s'agir d'un jeune déçu par son cursus ou par son classement à l'université et qui veut tenter sa chance ailleurs,



sans parcours très défini, ou encore d'une jeune chercheuse bien informée qui a identifié la filière qui lui convient (telle cette doctorante en chimie qui part à Toulouse faire une recherche sur le traitement des eaux usées). La finalité d'un départ à court ou moyen terme est

clair, et l'investissement dans l'étude du français représente un élément fort du projet. Les frais de scolarité, tant en Chine qu'en France, sont pris en charge par les familles.

Tous ces étudiants doivent présenter un dossier géré par le Centre pour les Etudes en France, organisme mis en place par le Consulat de France pour valider la qualité des dossiers en termes académique et linguistique. Ils sont encouragés à suivre un nombre d'heures de langue qui va de 200 à 500 et s'inscrivent le plus souvent à des formations complémentaires de *français langue étrangère* à leur arrivée en France.

L'autre public, moins captif, plus disponible, plus festif, est constitué de jeunes cadres : majoritairement composé de jeunes femmes (20-28 ans), dont le revenu mensuel tourne entre 300 et 500 € il a les moyens de financer ses études (de 150 à 180 h de langue, étalées sur 4 à 6 mois, soit 400 € pour la formation environ). Le français a pour ces jeunes shanghaiennes une valeur ajoutée « romantique », liée à des représentations littéraires ou culturelles. Shanghai a été ville française de 1849 à 1949 : les traces dans l'architecture mais aussi dans l'imaginaire de la ville restent nombreuses, et découvrir le français à Shanghai n'est probablement pas la même aventure qu'à Pékin ou Chengdu... Pour ce public déjà anglophone, tourné vers l'Occident, apprendre le français, acheter des produits français, boire des vins français, envisager un voyage en France (nécessairement dans le cadre d'un groupe) fait la différence. La marque L'Oréal, qui connaît un extraordinaire développement en Chine, est emblématique de cette image... Ces jeunes femmes et leurs compagnons participent à la fête de la Musique, à celle du Beaujolais nouveau, découvrent la chanson française contemporaine, s'enthousiasment pour le festival du film francophone et de façon générale font les beaux jours des activités culturelles proposées (deux événements par mois, tout confondu).

La situation du français face aux autres langues européennes

Historiquement, la pénétration des idées occidentales en Chine s'est faite à la fin du siècle dernier par le Japon, et l'apprentissage du japonais (qui supposait un séjour linguistique dans l'archipel) a longtemps été un signe d'ouverture et de modernité pour les jeunes réformateurs de la première république (1911). Pendant longtemps le japonais est resté la première langue étrangère pratiquée par les élites, en particulier scientifiques.

Après 1949, et à partir des années 60, les relations avec le « grand frère soviétique » ont donné au russe une place prépondérante, rapidement mise en concurrence néanmoins par celle de l'anglais. Aujourd'hui, on observe la même désaffection pour le russe que dans les pays de l'ex-bloc soviétique, et si la place du japonais reste importante pour des raisons géographiques et politiques, l'anglais est sans conteste la première langue étrangère enseignée et pratiquée.

On estime à 50 000 personnes (publics scolaires, universitaires, institutions privées) le nombre de locuteurs de français au plan national, chiffre presque équivalent au nombre de germanophones. Je ne dispose pas de chiffres précis pour les autres langues latines (espagnol, portugais, italien), mais les recherches semblent montrer qu'ils sont largement inférieurs.

V Divers

DLF est partenaire de l'Observatoire européen du plurilinguisme. Pour prendre connaissance de la charte du plurilinguisme :

<http://www.observatoireplurilinguisme.eu/>

Nous participerons aux assises prévues en 2008.

L'Etat français mène une politique ambitieuse de promotion du français, par son soutien aux Alliances françaises (le réseau compte dix centres, soit 16 000 apprenants) et aux lycées francophones (15 sections dans la seule ville de Shanghai), par ses projets de coopération éducative (dont le beau programme des classes préparatoires aux grandes écoles, qui forment chaque année entre 50 et 100 jeunes scientifiques de très haut niveau), en lançant en 2004-2005 les *Années croisées France-Chine*, en faisant pression, au niveau gouvernemental, pour imposer le français comme langue officielle au concours d'entrée à l'université...

Il devient banal de répéter que la Chine représente un énorme marché. Le marché des langues en fait partie, et le désir d'ouverture des jeunes Chinois, qui passe par l'apprentissage des langues et le plurilinguisme, donne toute sa place au *français langue étrangère* et à la culture qu'il véhicule.

Claire-Lise DAUTRY

Directrice de l'Alliance française de Bruxelles-Europe

Maître de conférences en Sciences du langage

Des projets sont en préparation avec l'association Charles Plisnier, la Maison de la poésie de Namur, Assodilit, Verein Deutsche Sprache. Les écrivains, membres de DLF Bruxelles-Europe, seront sollicités.

Nous remercions vivement nos membres

pour les informations et contributions qu'ils nous adressent sur les questions que nous abordons. Nous ne manquons pas d'en tenir compte. Certaines sont publiées dans la revue.

Nous sommes encore à la recherche de compétences en communication (site Internet, etc) !

A bientôt, see you soon, hasta luego, a presto, bis bald!

Claire GOYER,
présidente

Roger VANCAMPENHOUT,
président

DLF Bruxelles - Europe
1313 E Chaussée de Waterloo, 1180 Bruxelles
bxl-europe@skynet.be www.langue-francaise.org